

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/M/34

31 janvier 2001

(01-0505)

Comité des règles d'origine

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 1^{er} DÉCEMBRE 2000

Président: M. S. Simon

L'ordre du jour proposé pour la réunion, figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1440, a été adopté par le Comité des règles d'origine (CRO). Il s'établit comme suit:

I.	ARCHITECTURE GLOBALE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES (G/RO/41)	1
II.	RÈGLES D'ORIGINE PAR PRODUIT (G/RO/41)	5
A.	CHAPITRES 25 À 27 (PRODUITS MINÉRAUX); 41 À 43 (CUIRS); 44 À 49 (BOIS ET PAPIER); ET 92 À 97 (INSTRUMENTS DE MUSIQUE ET ARTICLES DIVERS).....	5
B.	QUESTIONS INTERSECTORIELLES	11
III.	BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'HARMONISATION	13
IV.	EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/W/61)	13
V.	CONSÉQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES SUR LES AUTRES ACCORDS DE L'OMC	14
VI.	DATE LIMITE POUR L'ACHÈVEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'HARMONISATION DES RÈGLES D'ORIGINE	14
VII.	ATTRIBUTIONS DU COMITÉ TECHNIQUE DES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/44)	14
VIII.	NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 ET DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/N/29/REV.1)	14
IX.	AUTRES QUESTIONS	14
I.	ARCHITECTURE GLOBALE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES (G/RO/41)	

1.1 La représentante des Communautés européennes, facilitatrice des discussions plurilatérales informelles sur l'architecture globale, a indiqué ce qui suit:

1) INTRODUCTION

Du 27 au 30 novembre 2000, les réunions plurilatérales sur l'architecture globale ont porté sur les points suivants: définitions; règles générales; Appendice 1; Appendice 2.

2) RÉSULTATS DES DISCUSSIONS

2.1) DÉFINITIONS

L'accord sur les définitions figurant dans le document G/RO/41(AS)6 a été confirmé. Les Membres participant aux réunions plurilatérales sont convenus de supprimer toutes les observations encadrées. Toutefois, la suppression du point e) (définitions des règles principales et des règles résiduelles) a modifié en conséquence l'appellation de toutes les règles énoncées dans l'annexe, c'est-à-dire dans l'introduction générale (architecture) et dans le tableau.

2.2) RÈGLES GÉNÉRALES

Règle générale 1: Champ d'application

Le consensus sur cette règle a été renouvelé.

Règle générale 2: SH

Un consensus sur le paragraphe 1 s'était déjà dégagé lors d'une réunion précédente. S'agissant du paragraphe 2 (amendements éventuels des règles résultant des modifications apportées au SH), la majorité du groupe était favorable à sa suppression, car il s'agissait d'une règle de procédure relevant des modifications à apporter aux résultats du programme de travail pour l'harmonisation, mentionnées au paragraphe 3 de l'article 6 de l'Accord sur les règles d'origine (l'Accord). Le groupe a accepté la proposition selon laquelle il serait néanmoins utile de conserver le texte (révisé), dans un encadré réservé au facilitateur (voir le document G/RO/45, page 3), afin d'attirer l'attention du CRO sur la nécessité d'étudier l'incidence de ces modifications sur les règles d'origine et sur la question de la date de mise en oeuvre.

Règle générale 3: Détermination de l'origine

Un consensus sur cette règle s'était déjà dégagé à la réunion précédente.

Règle générale 4: Opérations et procédés minimes

À l'exception des délégations ayant émis une réserve en matière d'examen, les Membres sont parvenus à un consensus sur l'application de cette règle à l'Appendice 1 uniquement. La disposition est donc transférée à la place qui lui revient dans l'Appendice 1 (règle 2), et son libellé sera révisé en conséquence (voir le document G/RO/45, page 7).

Le groupe est convenu de supprimer la liste d'exemples, bien qu'une délégation ait fait remarquer qu'une liste indicative pourrait être utile.

Règle générale 5: Éléments neutres

Situation inchangée.

Règle générale 6: Emballage et conditionnement

Un consensus s'était déjà dégagé à la session précédente.

Règle générale 7: Accessoires, pièces détachées et outils

Un consensus s'était déjà dégagé lors d'une session précédente.

2.3) APPENDICE 1

a) Champ d'application

Un consensus s'était déjà dégagé lors d'une réunion précédente.

b) Opérations et procédés minimes

(Voir *supra*, règle générale 4.)

Définition 1: points a) à i)

Le groupe a confirmé le consensus sur ces définitions et est convenu de supprimer la note concernant la définition i).

Définition 2: Produits de la pêche en mer et autres produits provenant de la mer

Le groupe a procédé à un échange de vues sur les cinq options actuellement à l'examen. Une délégation a présenté une nouvelle variante.

Le Président a invité les délégations à étudier avec soin toutes les options relevant du mandat confié au CRO.

2.4) APPENDICE 2: RÈGLES D'ORIGINE PAR PRODUIT

Règle 1: Champ d'application

Un consensus s'était déjà dégagé lors d'une session précédente.

Règle 2: Application des règles

Le groupe est convenu de réviser le texte figurant dans le document G/RO/41(AS)6. Le résultat des discussions est indiqué dans le document G/RO/45 (page 13). Un consensus s'est dégagé sur la règle 2 a). En ce qui concerne la règle 2 b), une délégation a demandé que la deuxième phrase soit mise entre crochets. À propos de la règle 2 c), deux délégations ont demandé que l'expression "ou une opération spécifique de fabrication ou d'ouvraison" soit mise entre parenthèses; une délégation a émis des réserves quant à l'ensemble de la règle. S'agissant de la règle 2 d), une délégation a estimé qu'il s'agissait d'une règle d'origine et non d'une règle d'application, et a émis également certaines réserves quant à son contenu. La règle 2 e) a semblé acceptable.

Règle 3: Détermination de l'origine

Les délégations ont fait part de leur intérêt pour la nouvelle proposition concernant la règle 3 a), formulée par le facilitateur et soutenue par une délégation (voir le document G/RO/45, page 14). Compte tenu du nouveau texte, deux délégations ont retiré leur demande concernant une

note de bas de page relative à la règle 3 b). L'auteur restant de la note de bas de page a maintenu sa proposition, bien qu'il ait supprimé le texte *in fine*.

Au sujet de la règle 3 c) (règle de conservation de l'origine), les Membres participant aux réunions plurilatérales ont procédé à un échange de vues utile. L'auteur de la deuxième variante a changé le texte pour que la restriction supplémentaire ne s'applique qu'aux modifications apportées aux règles de classification tarifaire, et a indiqué qu'il examinerait s'il fallait modifier de façon similaire ses propositions concernant les points f) et g). Dans un esprit de compromis, l'auteur de la première variante de la règle 3 c) a offert de renoncer au texte qu'il avait proposé, à condition qu'il en résulte un consensus sur la première variante de la règle 3 f) et qu'il soit clair que la règle 3 c) s'appliquait aux produits presque finis, c'est-à-dire relevant de la même désignation du Système harmonisé que les produits transformés. Une délégation a fait remarquer qu'elle était toujours favorable à la première variante.

Les paragraphes d) et e) de la règle 3 ont semblé acceptables. En ce qui concerne la règle 3 f), la situation n'a pas changé.

Règle 4: Matières intermédiaires

À l'issue des discussions du groupe, la disposition a été rédigée à nouveau (voir le document G/RO/45, page 17). Une délégation a confirmé sa demande pour que le texte initialement entre parenthèses soit inclus dans la disposition. Une autre délégation a demandé que le texte encadré formulé par le facilitateur indique si l'origine était acquise en satisfaisant à une règle principale ou à une règle résiduelle de chapitre. Le principe de cette disposition a semblé acceptable au groupe dans son ensemble.

Règle 5: Dispositions spéciales

Le groupe est convenu de supprimer cette rubrique pour des raisons de rédaction.

a) Matières et marchandises fongibles

Comme les délégations ont confirmé qu'elles étaient favorables à cette disposition, le facilitateur a proposé un nouveau texte tenant compte des préoccupations exprimées par certaines délégations lors de la précédente réunion. Les auteurs du texte figurant dans le document G/RO/41(AS)6 ont offert d'étudier la possibilité de fusionner leur texte et la proposition du facilitateur. Un nouveau texte sera donc rédigé et distribué pendant l'intersession.

b) Présentation en assortiments ou en kits

Il existe un consensus grandissant sur le fait que la présentation en assortiments ne confère pas l'origine et qu'une règle spécifique n'est pas nécessaire. En revanche, trois délégations ont maintenu leur demande au sujet d'une règle spécifique relative aux assortiments et aux kits.

c) Regroupement de parties

À l'exception de l'auteur, toutes les délégations présentes se sont opposées à la disposition.

Règle 6: *De minimis*

Un consensus grandissant s'est dégagé en faveur du caractère obligatoire de cette disposition. Pendant la discussion, il est apparu que certaines délégations préféraient définir les critères relatifs à cette règle sur la base des chapitres. Le groupe est convenu de tenir de nouvelles discussions en se basant sur la variante 1 énoncée dans la proposition du facilitateur, telle qu'elle avait été modifiée

durant la discussion (voir le document G/RO/45, page 19). Les auteurs des variantes ont donc renoncé à leurs propositions.

II. RÈGLES D'ORIGINE PAR PRODUIT (G/RO/41)

A. CHAPITRES 25 À 27 (PRODUITS MINÉRAUX); 41 À 43 (CUIRS); 44 À 49 (BOIS ET PAPIER); ET 92 À 97 (INSTRUMENTS DE MUSIQUE ET ARTICLES DIVERS)

2.1 Le Vice-Président a indiqué ce qui suit:

1) INTRODUCTION

- Au début, le Vice-Président a insisté sur le fait que la présente session de la réunion informelle devrait être l'occasion de tenir des négociations sérieuses dans le but de réaliser des progrès sensibles. Pour établir le contexte de la présente session, le Vice-Président a rappelé aux Membres i) le délai concernant l'achèvement du programme de travail pour l'harmonisation, qui devait être convenu prochainement au Conseil général, et ii) le fait de passer d'un système à trois niveaux à un système à deux niveaux dans les discussions informelles et formelles du CRO.
- Au cours de la réunion, plusieurs délégations se sont fait l'écho de cette déclaration du Vice-Président et ont présenté des propositions de compromis dans un esprit de consensus.
- Le Vice-Président a demandé aux Membres de donner leur avis sur les questions en suspens¹ d'ici aux dates limites théoriques i) du 22 novembre, ii) du 1^{er} décembre et, si nécessaire, iii) d'ici à la prochaine réunion informelle du CRO.

2) Chapitres 25 à 27 (produits minéraux)

N° 1

- Le Japon et le Canada ont confirmé qu'ils soutenaient l'option B.
- Toutefois, ils se sont déclarés disposés à s'associer au consensus, si l'on y parvenait. Cette flexibilité a été appréciée, et les documents de négociation doivent en tenir compte.

N° 7

- Le États-Unis ont présenté un nouveau document informel.
- De nombreux Membres ont estimé que, pour la catégorie 1, on s'était déjà mis d'accord au sujet des réactions chimiques, et que les nouvelles discussions sur la note de chapitre 2 devraient être limitées à ce qui constituait la séparation physique.

N° 8

- Trois Membres de plus ont appuyé l'option A, et un consensus grandissant s'est confirmé de nouveau pour l'option A.
- Toutefois, un Membre tenant à l'option B a indiqué que la règle des 70 pour cent qui avait été proposée pouvait concerner de nombreuses questions concernant les mélanges.

¹ En particulier au sujet des questions signalées par un astérisque (*) dans le présent rapport.

N° 9

- Deux Membres de plus ont appuyé l'option A, et un consensus grandissant s'est confirmé de nouveau pour l'option A.
- Un Membre tenant à l'option C a suggéré qu'il serait peut-être plus facile pour les Membres de se rallier à l'option A si l'"obtention de la teneur en soufre" était supprimée de la liste négative.
- (*) Il a été demandé aux deux Membres tenant à l'option C de fournir des renseignements techniques afin d'étayer leur proposition de supprimer l'"obtention de la teneur en soufre" de la liste négative.

N° 10

- (*) Un Membre soutenant la note de chapitre 5 a été invité instamment à reconsidérer sa position pour favoriser un consensus.

3) Chapitres 41 à 43 (cuirs)

N° 1

- Un Membre de plus s'est rallié à l'option B.

N° 5

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A et un consensus grandissant s'est confirmé pour l'option A.
- (*) Un Membre tenant à l'option B a été invité instamment à reconsidérer sa position pour favoriser un consensus. Étant donné la définition (catégorie 1) du cuir tanné, qui comprend les cuirs en bleu humide, et le fait que les cuirs en bleu humide tannés seraient classés, selon la définition de la catégorie 1, en tant que cuir retanné (qu'il faut étudier dans le cadre de la question n° 6), le Membre est convenu de reconsidérer sa position.

N° 6

- Trois Membres de plus ont appuyé l'option A.

N° 7

- Trois Membres de plus ont appuyé l'option B.

N° 8

- Il a été convenu que le parcheminage n'était pas un procédé s'ajoutant au tannage, mais un autre procédé.
- Compte tenu de ce qui précède, il a été convenu qu'il n'y avait pas de différence importante entre les options A et C.
- Un consensus grandissant s'est dégagé en faveur de l'option C.
- Le Vice-Président a demandé instamment à trois Membres tenant à l'option A de reconsidérer leurs positions.

4) Chapitres 44 à 49 (bois et papier)

N° 1

- Lors d'une réunion précédente, un consensus s'est dégagé sur le fait que le collage par jointure digitale conférait l'origine, et un consensus grandissant a été constaté pour le collage par jointure finale. Comme le consensus sur le collage par jointure digitale n'était pas confirmé, les CE ont proposé, pour tenter de parvenir à un compromis, de diviser la question n° 1 en question 1, collage par jointure digitale ou finale, et question 1*bis*, rabotage et ponçage. Étant

donné les problèmes rencontrés par certaines délégations, les CE ont proposé en outre de compléter cette solution en liant la question 1*bis*, rabotage et ponçage, à la question 2, rainurage ou moulurage, qu'il ne faudrait pas considérer comme des opérations conférant l'origine.

- (*) Le Vice-Président a accueilli favorablement cet esprit de compromis et a demandé instamment à tous les Membres d'examiner sérieusement la solution proposée par les CE.
- Certains Membres se sont dits prêts à se rallier à cette solution de compromis.

N° 2

- Voir le n° 1 ci-dessus.

N° 3

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A, alors que deux Membres de plus se sont ralliés à l'option B.

N° 4

- Un Membre de plus s'est rallié à l'option A, alors que quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option B.

N° 5

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A.

N° 6

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'Australie, qui soutenait déjà l'option B, a modifié sa position sur cette option et s'est ralliée à l'avis des CE et des Philippines.

N° 7

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A, alors qu'un Membre de plus s'est rallié à l'option B.
- (*) Le Vice-Président a estimé que le travail de tonnellerie était substantiellement différent d'un simple assemblage, et a demandé instamment aux Membres soutenant l'option B de reconsidérer sérieusement leur position.

N° 8

- Un Membre de plus s'est rallié à l'option A, alors que trois Membres de plus se sont ralliés à l'option B.

N° 10

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A, alors qu'un Membre de plus s'est rallié à l'option B.

N° 11

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option B.

5) Chapitre 92 (instruments de musique)

N° 1

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 2

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

6) Chapitres 93 à 97 (articles divers)

N° 1

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 3

- L'option A a été supprimée.
- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option C.

N° 4

- Dans un esprit de compromis, les CE ont renoncé à leur option, et un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A.

N° 5

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A, alors qu'un Membre de plus s'est rallié à l'option B.

N° 6

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 7

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 8

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option B.

N° 9

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option B.

N° 10

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'Argentine, l'Australie, le Brésil et le Japon se sont déclarés disposés à reconsidérer cette question afin de parvenir à un consensus.
- (*) Le Vice-Président a demandé instamment à cinq Membres tenant à l'option B de reconsidérer leurs positions.
- Les CE ont indiqué que la question ne se posait pas, car il était impossible d'interchanger des parties de 94.01 et de 94.03.

N° 11

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 12

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 13

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A, alors qu'un Membre de plus s'est rallié à l'option B.

N° 14

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option B.

N° 15

- Six Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'option B a été supprimée.
- Un Membre de plus s'est rallié à une règle de CP simple.

N° 16

- Un consensus s'est confirmé, selon lequel une modification de l'utilisation ne devrait pas conférer l'origine.
- Il a également été convenu que la note de chapitre relative au chapitre 85 devrait tenir compte de ce consensus sur la base du présent paragraphe 1 d).

N° 18

- Six Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'option B a été supprimée.
- La proposition concernant la règle de CSP a été supprimée.

N° 19

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- Deux versions différentes de l'option B ont été fusionnées, et les deux Membres soutenant cette option ont été invités à établir le libellé de la nouvelle version.
- Un Membre de moins a appuyé l'option C.

N° 20

- Six Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'option B a été supprimée.
- Deux Membres de moins ont appuyé l'option C.
- La proposition concernant la règle de CSP a été supprimée.

N° 21

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A.

N° 23

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'option B a été supprimée.
- Un Membre de plus s'est rallié à l'option C.

N° 24

- De l'avis général, le moment n'était pas encore venu d'examiner la question à la réunion informelle.
- On a demandé au facilitateur de tenir de nouvelles discussions préliminaires sur la question.

N° 26

- Deux Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 27

- Quatre Membres de plus se sont ralliés à l'option A.
- L'option B a été supprimée.

N° 28

- Un Membre a préféré une règle de CSP simple à une règle de CSP conditionnelle. Un autre Membre s'est rallié à la règle de CSP.
- (*) Un Membre tenant à la règle de CSP conditionnelle a été invité instamment à reconsidérer sa position.

N° 29

- Un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A.

N° 31

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option B.
- (*) Deux Membres appuyant l'option A ont été invités instamment à reconsidérer leur position pour favoriser le consensus.

N° 32

- Trois Membres de plus se sont ralliés à l'option A.

N° 33

- Un Membre de moins a appuyé l'option B.

7) Conclusion

a) Conscientes qu'il fallait accélérer les travaux restants sur l'harmonisation des règles d'origine, de nombreuses délégations ont fait preuve d'une flexibilité sans précédent pendant les discussions sur les questions relatives aux règles par produit ainsi qu'à la réunion informelle du 1^{er} décembre 2000 tenue par le CRO, et on a espéré qu'une flexibilité similaire prévaudrait pour résoudre les nombreuses questions restantes.

b) Les Membres ont confirmé de nouveau qu'il importait de progresser au sujet des règles horizontales. L'élaboration d'une règle horizontale relative à l'assemblage, par exemple, permettrait de résoudre de nombreuses questions concernant les règles par produit.

c) Alors que les Membres ont jugé utile que les réunions informelles soient présidées par un Président ou un Vice-Président, afin d'examiner les questions sectorielles, on a souligné que les facilitateurs jouaient un rôle décisif dans la réussite des négociations. Leur connaissance et leur expérience des nuances et des différentes positions adoptées par les délégations faisaient de leurs contributions une source précieuse de progrès.

d) Il a été reconnu que le "document informel" du Secrétariat était très utile.

2.2 Le représentant du Venezuela a indiqué que le chapitre 27 présentait un intérêt particulier pour son pays, qui était l'un des principaux pays raffineurs de pétrole du monde. En principe, le Venezuela ne contestait pas le contenu des projets de note concernant le chapitre 27. Toutefois, certaines pratiques commerciales courantes de l'industrie pétrolière internationale n'avaient pas été étudiées dûment dans le projet débattu pendant la séance de travail. Le Venezuela travaillait en

conséquence sur une proposition, conformément au contenu de base du projet de note n° 2 qui traitait des situations dans lesquelles des installations de raffinage étaient utilisées. Une pratique commerciale courante des sociétés pétrolières qui cherchaient à utiliser de façon optimale les installations de raffinage existant sur le marché était d'envoyer des stocks de pétrole brut à différentes raffineries et de commercialiser le produit final comme leur propre produit. Le Venezuela avait l'intention de présenter dès que possible une proposition traitant des questions susmentionnées.

B. QUESTIONS INTERSECTORIELLES

2.3 Le représentant des États-Unis a indiqué ce qui suit:

1) Introduction

Le CRO a reconnu, à sa réunion du 18 juillet 2000, que l'examen des questions intersectorielles permettait de simplifier les différentes propositions et d'accélérer le programme de travail pour l'harmonisation. À sa réunion du 3 novembre 2000, il est convenu de se pencher sur certaines questions intersectorielles à la réunion qu'il tiendrait les 23 et 24 novembre 2000.

2) Mixtures/Mélanges

- Le Comité a décidé de limiter ses observations et ses discussions sur ce point de l'ordre du jour aux produits classés dans les chapitres 1 à 24. Il a conclu que les propositions et les principes proposés pour les marchandises indiquées dans ces chapitres n'avaient pas d'incidences se recoupant sur les marchandises n'appartenant pas à ce secteur.
- Au cours des discussions, il est apparu qu'il n'existait pas de distinction claire ou utile entre les termes mixture et mélange; on pouvait supposer, pour la suite de l'examen, qu'ils avaient plus ou moins le même sens.
- Les propositions indiquant que la production de mélanges entraîne une transformation substantielle se rapportent aux situations dans lesquelles l'origine doit être conférée dans le pays où le mélange a lieu, sans qu'il soit fait mention des matières particulières qui y sont incorporées. Si l'on convient en fait qu'un mélange confère l'origine, cela devrait ressortir au niveau de la règle principale.
- Les règles résiduelles permettent toujours de déterminer l'origine des mélanges. Toutefois, si l'on détermine l'origine des mélanges au titre des règles résiduelles, il se peut que l'on ne parvienne pas toujours à l'origine escomptée, car l'origine est déterminée au titre de ces règles en se référant à l'origine des matières et pas nécessairement au dernier pays de production.
- En guise d'observation générale, les Membres estiment que la production de mélanges ne confère pas l'origine, sous réserve de certaines exceptions qui pourraient être convenues et énoncées dans les règles principales.

3) Assemblage

- Les questions d'assemblage ont été examinées en relation avec les chapitres 61, 62 et 91. Il a été reconnu que l'approche intersectorielle n'était pas appropriée pour ces chapitres.
- Après la réunion informelle, l'examen de cette question s'est poursuivi sur un mode plurilatéral au sujet des chapitres 84 à 87, et les Membres ont procédé à un échange de vues utile.

4) Règles de valeur ajoutée

- Il a été reconnu que, conformément à l'article 9:2 c) iii), on ne pouvait utiliser les règles de valeur ajoutée qu'après avoir épuisé toutes les possibilités d'utilisation exclusive de la nomenclature du SH.
- Les auteurs ont indiqué que les règles de valeur ajoutée étaient simples, facilitaient le commerce et étaient largement utilisées dans le système commercial préférentiel. Ils ont estimé que les autres règles "fondées sur une opération" seraient compliquées et soumises aux changements technologiques.
- Les auteurs des règles fondées sur une opération ont indiqué que les règles de valeur ajoutée seraient compliquées, opaques et lourdes à administrer. Cela entraînerait des coûts substantiels pour les administrer et les faire respecter. Les fluctuations monétaires conduiraient à des résultats différents quant à l'origine pour la même marchandise produite par le même producteur. De même, les différences entre les coûts de production conduiraient à des résultats discordants quant à l'origine, même si l'on appliquait les mêmes règles aux mêmes opérations.
- Le Président a noté que certains Membres avaient indiqué clairement qu'ils continuaient à s'opposer à l'utilisation des règles de valeur ajoutée. D'autres Membres ont estimé que cela valait la peine d'examiner l'application de ces règles de façon plus approfondie.
- On a conclu, étant donné les nombreuses questions adressées aux auteurs des règles de valeur ajoutée, qu'ils devraient avoir la possibilité de présenter un document complet traitant des préoccupations identifiées lors de la discussion.

5) Règles résiduelles

On a noté que l'environnement concernant les règles résiduelles du chapitre 1 était très différent de celui des autres chapitres. Un examen intersectoriel n'était pas approprié pour ce chapitre.

6) Assortiments et kits

Il a été convenu d'examiner cette question en même temps que l'architecture globale.

7) Conclusion

Le Comité est convenu que, pour rationaliser les travaux d'harmonisation, il avait été important de tenir des discussions intersectorielles. On reconnaissait néanmoins que cette approche n'avait pas eu les résultats espérés. Il apparaissait, dans l'analyse finale, que les discussions intersectorielles ne pourraient conduire à des résultats que si les produits étaient étroitement liés, comme dans le secteur des machines (chapitres 84 à 90).

2.4 La représentante des Communautés européennes a indiqué que les discussions intersectorielles avaient été fructueuses, car elles avaient aidé à dépasser le caractère fragmentaire des négociations sur les règles par produit. Les questions intersectorielles devraient être inscrites, après une préparation suffisante, aux ordres du jour des réunions à venir.

2.5 Le représentant des Philippines a appuyé la déclaration des CE.

2.6 Le CRO a pris note des déclarations.

III. BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'HARMONISATION

3.1 Le Président a indiqué que le CRO entamait maintenant la phase finale de son programme de travail pour l'harmonisation. On ne lui avait accordé qu'un an environ pour achever les travaux restants. Le Président a demandé instamment aux Membres de mobiliser toutes les ressources disponibles et de faire preuve de la volonté politique et de la flexibilité nécessaires pour accélérer les travaux restants. Les Membres devaient établir un ordre de priorité de leurs intérêts commerciaux dans les diverses règles par produit, afin de parvenir à un véritable compromis politique entre les Membres. Le Président a aussi invité instamment les Membres à tenir des réunions bilatérales entre les réunions prévues. Il était probable que les véritables négociations politiques avaient lieu davantage de façon bilatérale que de façon multilatérale.

3.2 Le représentant du Chili a indiqué que des progrès avaient été réalisés pendant les deux dernières semaines, en partie en raison des changements intervenus dans les méthodes de travail que le Vice-Président utilisait, avec l'aide de facilitateurs, pour présider les réunions informelles du CRO sur les règles par produit. Il semblait plus efficace de demander à une personne, plutôt qu'à plusieurs facilitateurs, de conduire les discussions sur les règles par produit lors des réunions informelles du CRO. Le président pouvait alors évaluer de façon plus systématique les résultats des discussions concernant les différents groupes de produits.

3.3 Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est dit préoccupé par la direction que prenait de façon générale le programme de travail pour l'harmonisation. Certaines questions restaient des pierres d'achoppement de nature politique, alors que l'on se trouvait dans une impasse pour de nombreuses autres questions malgré des discussions très diverses pendant les deux dernières années. Le projet de texte de la décision en matière de mise en oeuvre qui devait être prise à la session extraordinaire du Conseil général fixait une date limite pour l'achèvement des travaux restants sur l'harmonisation des règles d'origine, à savoir la date de la quatrième Conférence ministérielle ou, au plus tard, la fin de l'année 2001. Afin de respecter le nouveau délai, le CRO devait modifier ses méthodes de travail et évaluer la situation à la fin de chaque réunion de manière ciblée, transparente et franche.

3.4 La représentante des Communautés européennes a indiqué qu'à la dernière session des négociations, les délégations avaient manqué de flexibilité pour saisir les compromis et les offres qui avaient été proposés pour des questions en suspens depuis longtemps. Bien que des progrès aient été réalisés dans certains domaines, toutes les délégations devraient certainement intensifier leurs efforts si l'on voulait achever le programme de travail pour l'harmonisation à la nouvelle date limite. L'intervenante a dit partager aussi les préoccupations de la Nouvelle-Zélande au sujet de la direction prise par le programme de travail, et a demandé au Président de poursuivre ses consultations formelles et informelles sur les moyens d'accélérer ce programme et d'en assurer l'achèvement d'ici à la quatrième Conférence ministérielle.

3.5 Le Président a indiqué qu'il engagerait des consultations informelles avec les Membres afin d'établir le programme de travail théorique pour 2001.

3.6 Le CRO a pris note des déclarations.

IV. EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/W/61)

4.1 Le CRO a procédé à son examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord, en se basant sur la note établie par le Secrétariat (G/RO/W/61). Il a été convenu que le Secrétariat publierait un document révisé dans la série G/RO/-, en tenant compte des travaux effectués par le CRO pendant la présente session.

V. CONSÉQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES SUR LES AUTRES ACCORDS DE L'OMC

5.1 Le CRO est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

VI. DATE LIMITE POUR L'ACHÈVEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'HARMONISATION DES RÈGLES D'ORIGINE

6.1 Le CRO est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

VII. ATTRIBUTIONS DU COMITÉ TECHNIQUE DES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/44)

7.1 Le Président a rappelé que le Président du Comité technique des règles d'origine (CTRO) avait demandé au CRO de donner son avis sur les questions concernant les attributions actuelles du CTRO (G/RO/44). Le CRO avait examiné cette question aux réunions qu'il avait tenues en avril et en novembre 2000. Les Membres avaient des avis différents. Le Président, compte tenu du fait que le CRO n'était pas en mesure, à ce stade, de convenir de répondre aux questions soulevées, a proposé d'envoyer une réponse provisoire pour faire part de cette situation de fait au Président du CTRO.

7.2 Le CRO est convenu de charger le Président de transmettre cette lettre² au Président du CTRO.

VIII. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 ET DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE (G/RO/N/29/REV.1)

8.1 Le Président a rappelé que depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait distribué un document informant les délégations des modifications apportées à la communication de la Slovénie concernant la version anglaise des annexes 3 et 7 du décret d'application de la Loi douanière. À ce jour, 72 Membres avaient notifié des règles d'origine non préférentielles et 75 Membres avaient notifié des règles d'origine préférentielles.

8.2 Le Président s'est dit préoccupé par le fait qu'un certain nombre de Membres n'avaient pas encore satisfait aux prescriptions en matière de notification. Il a demandé instamment aux Membres qui n'avaient pas encore présenté de notifications de le faire dès que possible.

8.3 Le Comité a pris note de la déclaration.

IX. AUTRES QUESTIONS

Date de la prochaine réunion

9.1 Le CRO est convenu de tenir sa prochaine réunion le 16 mars 2001, précédée de réunions informelles et plurilatérales du 5 au 15 mars 2001.

² Figurant dans le document G/RO/46.